



CHIFFRE D'AFFAIRES ET FAITS MARQUANTS

2016

PREMIER TRIMESTRE

Annexes

Avertissement

Cette présentation ne constitue pas une offre de vente de valeurs mobilières aux États-Unis ou dans tout autre pays.

Aucune assurance ne peut être donnée quant à la pertinence, l'exhaustivité ou l'exactitude des informations ou opinions contenues dans cette présentation, et la responsabilité des dirigeants d'EDF ne saurait être engagée pour tout préjudice résultant de l'utilisation qui pourrait être faite de cette présentation ou de son contenu.

Le présent document peut contenir des objectifs ou des prévisions concernant la stratégie, la situation financière ou les résultats du groupe EDF. EDF estime que ces prévisions ou objectifs reposent sur des hypothèses raisonnables à la date du présent document mais qui peuvent s'avérer inexactes et qui sont en tout état de cause soumises à des facteurs de risques et incertitudes. Il n'y a aucune certitude que les événements prévus auront lieu ou que les résultats attendus seront effectivement obtenus. Les facteurs importants susceptibles d'entraîner des différences entre les résultats envisagés et ceux effectivement obtenus comprennent notamment la réussite des initiatives stratégiques, financières et opérationnelles d'EDF fondées sur le modèle d'opérateur intégré, l'évolution de l'environnement concurrentiel et du cadre réglementaire des marchés de l'énergie, et les risques et incertitudes concernant l'activité du Groupe, sa dimension internationale, l'environnement climatique, les fluctuations des prix des matières premières et des taux de change, les évolutions technologiques, l'évolution de l'activité économique.

Des informations détaillées sur ces risques potentiels et incertitudes sont disponibles dans le Document de Référence d'EDF déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 29 avril 2016 (consultable en ligne sur le site internet de l'AMF à l'adresse www.amf-france.org ou celui d'EDF à l'adresse www.edf.com).

EDF ne s'engage pas et n'a pas l'obligation de mettre à jour les informations de nature prévisionnelle contenues dans ce document pour refléter les faits et circonstances postérieurs à la date de cette présentation.

Sommaire

- Chiffre d'affaires consolidé P. 4
- Stratégie & investissements P. 7
- EDF Énergies Nouvelles P.15
- France P.18
- International P.25
- Marchés P.29



CHIFFRE D'AFFAIRES ET FAITS MARQUANTS

2016

PREMIER TRIMESTRE

Annexes
Chiffre d'affaires consolidé

Chiffre d'affaires T1 par segment

<i>En millions d'euros</i>	TOTAL GROUPE	France	Royaume-Uni	Italie	Autre International	Autres activités
Chiffre d'affaires T1 2014	21 205	12 181	2 922	3 574	1 703	825
Change	369	-	321	(1)	22	27
Périmètre	894	(90)	-	-	-	984
Croissance organique	391	623	(3)	(312)	(7)	90
Chiffre d'affaires T1 2015 publié	22 859	12 714	3 240	3 261	1 718	1 926
Reclassement comptable ⁽¹⁾	135	-	135	-	-	-
Chiffre d'affaires T1 2015 retraité	22 994	12 714	3 375	3 261	1 718	1 926
Change	(159)	-	(115)	(2)	(39)	(3)
Périmètre	(2)	-	-	(4)	(42)	44
Croissance organique	(1 391)	(613)	(331)	(141)	(124)	(182)
Chiffre d'affaires T1 2016 publié	21 442	12 101	2 929	3 114	1 513	1 785

Variation organique du chiffre d'affaires par segment

<i>En millions d'euros</i>	T1 2015	T1 2016	Δ Org.%(2)
France	12 714	12 101	-4,8
Royaume-Uni	3 375 ⁽¹⁾	2 929	-9,8
Italie	3 261	3 114	-4,3
Autre International	1 718	1 513	-7,2
Autres activités	1 926	1 785	-9,4
Total Groupe	22 994	21 442	-6,0



CHIFFRE D'AFFAIRES ET FAITS MARQUANTS

2016

PREMIER TRIMESTRE

Annexes
Stratégie & investissements

Production nette d'électricité

En TWh

T1 2015

T1 2016

	T1 2015		T1 2016	
Nucléaire	135,3	76 %	132,7	79 %
Charbon-fioul	13,5	8 %	7,3	4 %
CCG	11,1	6 %	11,4	7 %
Hydro	13,4	8 %	13,0	8 %
Autres ENR	3,7	2 %	4,1	2 %
Groupe	177,0	100 %	168,5	100 %

Emissions de CO₂

Emissions nettes par segment

France

Royaume-Uni

Italie

Autre International

Autres activités

Groupe

En kt

T1 2015

3 573

18 %

5 606

28 %

1 981

10 %

6 126

31 %

2 576

13 %

19 862**100 %****T1 2016**

2 351

17 %

2 235

16 %

2 044

15 %

4 910

35 %

2 322

17 %

13 862**100 %**

En g/kWh

T1 2015

26

T1 2016

18

246

118

376

394

592

590

428

387

110**81**

Emissions du Groupe sous la barre des 100 gCO₂/kWh ; baisse confirmée en France

Projet EPR de Flamanville 3

■ Avancement du chantier

- Achèvement du génie civil principal
- Atteinte le 24 mars 2016 du premier jalon de la nouvelle feuille de route, avec la finalisation des montages mécaniques du circuit primaire principal ayant permis l'installation et l'assemblage des gros composants (les quatre générateurs de vapeur, la cuve, le pressuriseur et les pompes primaires)

■ Prochaines étapes

- Accélération des montages électromécaniques
- Lancement des phases d'essais élémentaires (système par système)
- Début des essais d'ensemble au 1^{er} trimestre 2017

■ Jalons réglementaires

- 12 décembre 2015 : accord de l'ASN sur le programme d'essais proposé par Areva, ayant pour objectif de justifier de l'aptitude au service du couvercle et du fond de la cuve de l'EPR
- Avril 2016 : extension de ce programme d'essais pour renforcer la robustesse de la démonstration

1 EPR de 1650 MW en construction



Nouvelle feuille de route du projet Flamanville 3, établie en septembre 2015 :

- Coût du projet fixé à 10,5 Mds€₂₀₁₅
- Chargement du combustible et démarrage du réacteur prévus au 4^{ème} trimestre 2018

Projet Hinkley Point C

▪ Derniers jalons atteints

- EDF et China General Nuclear Power Corporation (CGN) ont signé un accord de co-investissement pour la construction de deux réacteurs EPR à Hinkley Point C. Selon l'accord, la participation d'EDF sera de 66,5 % et celle de CGN de 33,5 %
- L'accord inclut un large partenariat au Royaume-Uni afin de développer des centrales nucléaires à Sizewell et à Bradwell
- Le contrat de transfert des déchets a été approuvé par la Commission européenne le 9 octobre 2015
- Le projet bénéficiera d'une garantie initiale du gouvernement de 2 Mds£ comme annoncé par le ministre des Finances britannique en septembre 2015

▪ Développements récents

- Autorisations de la Commission chinoise pour le développement de la réforme, et du Ministère chinois du commerce, obtenues le 9 mars 2016
- Les autorités de la concurrence européenne et chinoise ont approuvé la transaction avec CGN respectivement le 10 mars et le 6 avril 2016
- Le 23 mars 2016, Vincent de Rivaz, Humphrey Cadoux-Hudson et Zhu Minhong (de CGN) ont comparu devant le comité britannique sur l'énergie et le changement climatique, fournissant une mise à jour du projet

▪ Prochaines étapes avant la décision finale d'investissement

- Satisfaction des conditions suspensives du Contract for Difference, SoSIA et du IPA (ex IUK)
- Finalisation de la documentation contractuelle pour le transfert d'actifs par CGN
- Processus de consultation formelle avec le Comité Central d'Entreprise d'EDF
- Approbation par le Conseil d'administration d'EDF



Terminal méthanier de Dunkerque

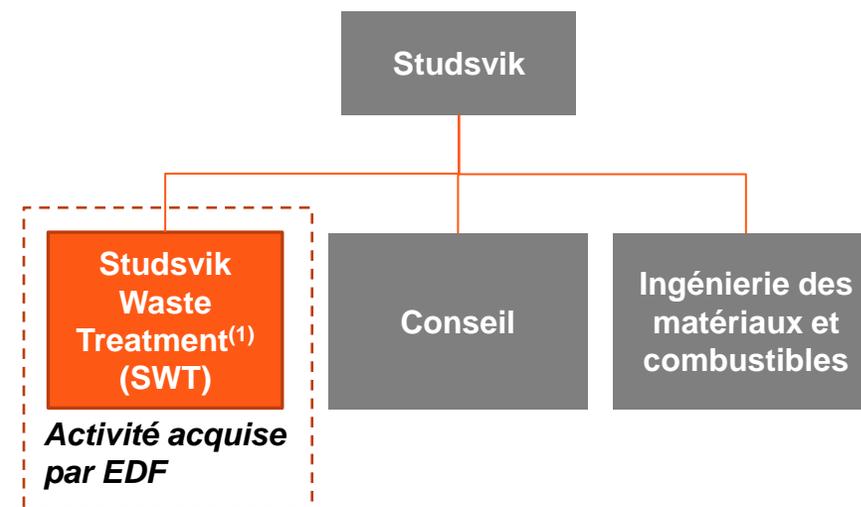
- EDF, via Dunkerque LNG (65 % EDF, 25 % Fluxys, 10 % Total) construit un terminal méthanier d'importation de Gaz Naturel Liquéfié (GNL)
 - 1^{er} bateau de GNL annoncé au 28 juin 2016 et mise en gaz en juillet 2016
 - Capacité de 13 Gm³/an (20 % des capacités d'importation en France et Belgique), dont 8 Gm³ souscrits par EDF et 2 Gm³ par TOTAL, ce qui en fait le plus important terminal en Europe continentale
 - Double raccordement vers les marchés gaziers français et belge – cas unique en Europe – augmentant la liquidité à l'aval
- Construction aboutie à 98,5 % et poursuite des essais
 - Raccordement et mise en eau du Tunnel entre le CNPE de Gravelines et le Terminal
 - Réalisation des Connexions aux réseaux électrique (RTE) et gazier (GRTgaz)
 - Achèvement et raccordement des Réservoirs / « Mechanical Completion » prononcée
 - Essais mécaniques et électriques en cours



Studsvik : Signature du projet d'acquisition du segment « traitement des déchets » de Studsvik

- Studsvik est une société suédoise qui propose des services à l'industrie nucléaire dans les domaines du traitement des déchets, du conseil et de l'ingénierie des matériaux et combustibles
- Le 19 avril, EDF et Studsvik ont signé en accord portant sur l'acquisition par EDF des installations de traitement des déchets de Studsvik situées en Suède et au Royaume-Uni
- L'opération concerne :
 - les actifs et installations de traitement des déchets par recyclage des métaux, incinération et pyrolyse situés sur le site Studsvik de Nyköping en Suède
 - le centre de recyclage des métaux MRF (Metal Recycling Facility) de Workington au Royaume-Uni
- Dans le cadre de cette transaction, EDF et Studsvik ont également signé un accord de coopération dans les domaines du démantèlement et de la gestion des déchets radioactifs
- La finalisation de la transaction est prévue au 3^{ème} trimestre 2016

Segments d'activités de Studsvik



Studsvik : EDF renforce sa présence sur le marché européen du traitement des déchets radioactifs

- Studsvik est acteur de référence dans le traitement de déchets radioactifs de très faible activité et dispose d'une position forte en Europe
- Chiffres-clé de « Studsvik Waste Treatment (SWT) » :
 - 19,2 M€ de chiffre d'affaires en 2015
 - 105 employés
 - 2 sites gérés (en Suède et au Royaume-Uni)
 - Des clients principalement européens (Suède, Royaume-Uni, Allemagne, Belgique, Royaume-Uni, etc.)

Actifs de traitement des déchets radioactifs⁽¹⁾ d'EDF

Royaume-Uni (SWT)

Traitement de déchets métalliques (décontamination, découpe) :
2 500 tonnes / an

Environ 20 employés

Suède (SWT)

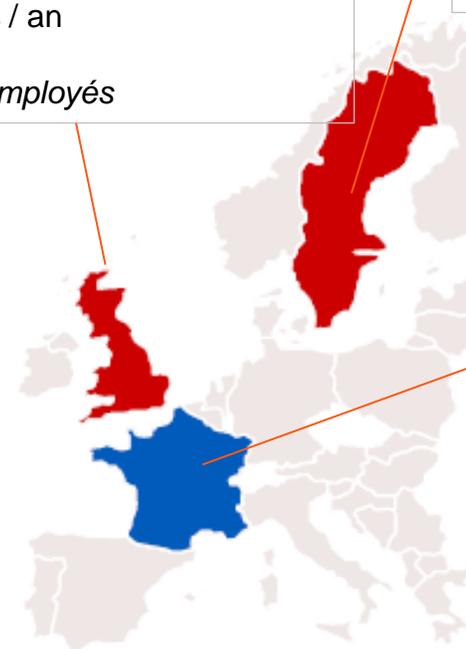
Fusion : 5 000 tonnes / an
Incinération : 600 tonnes / an
Pyrolyse : 50 tonnes / an

Environ 85 employés

France (Socodei)

Fusion : 3 500 tonnes / an
Incinération : 5 000 tonnes / an

Environ 230 employés





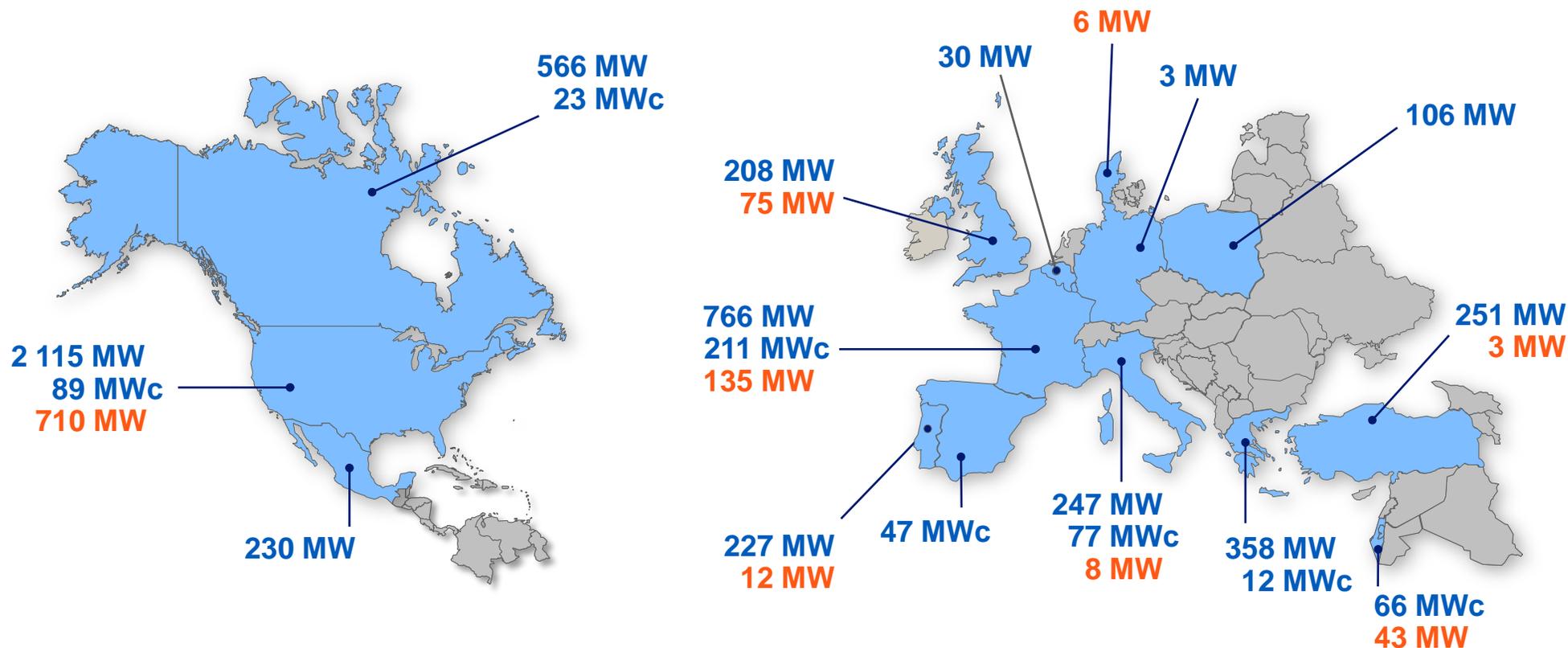
CHIFFRE D'AFFAIRES ET FAITS MARQUANTS

2016

PREMIER TRIMESTRE

Annexes
EDF énergies Nouvelles

EDF EN : capacité nette installée au 31 mars 2016



Eolien en exploitation (MW)
Solaire en exploitation (MWc)
Eolien et solaire en construction (MW)

Capacité installée :
 Capacité en construction :
Total :

	Brute	Nette
Capacité installée :	9 096 MW	5 925 MW ⁽¹⁾
Capacité en construction :	1 414 MW	1 143 MW ⁽²⁾
Total :	10 510 MW	7 068 MW

Autres filières
En exploitation 196 MW
En construction 19 MW

Source : EDF EN

(1) Dont 47 MWc nets en Inde et 52 MW en Afrique du Sud

(2) Dont 60 MW nets en Inde et 73 MWc nets au Chili

NB : MWc : Megawatt crête (puissance fournie dans des conditions de température et d'ensoleillement standardisées)

EDF EN : capacité installée et en construction, par filière, au 31 mars 2016

En MW	Brute ⁽¹⁾		Nette ⁽²⁾	
	au 31/12/2015	au 31/03/2016	au 31/12/2015	au 31/03/2016
Eolien	7 912	7 959	5 349	5 157
Solaire	918	918	573	573
Hydraulique	77	63	74	60
Biogaz	51	51	51	51
Biomasse	66	66	58	58
Cogénération	19	19	7	7
Autres	20	20	20	20
Capacité installée totale	9 063	9 096	6 132	5 925
Eolien en construction	1 060	1 065	970	973
Solaire en construction	330	330	151	151
Autres en construction	19	19	19	19
Capacité totale en construction	1 409	1 414	1 141	1 143



CHIFFRE D'AFFAIRES ET FAITS MARQUANTS

2016

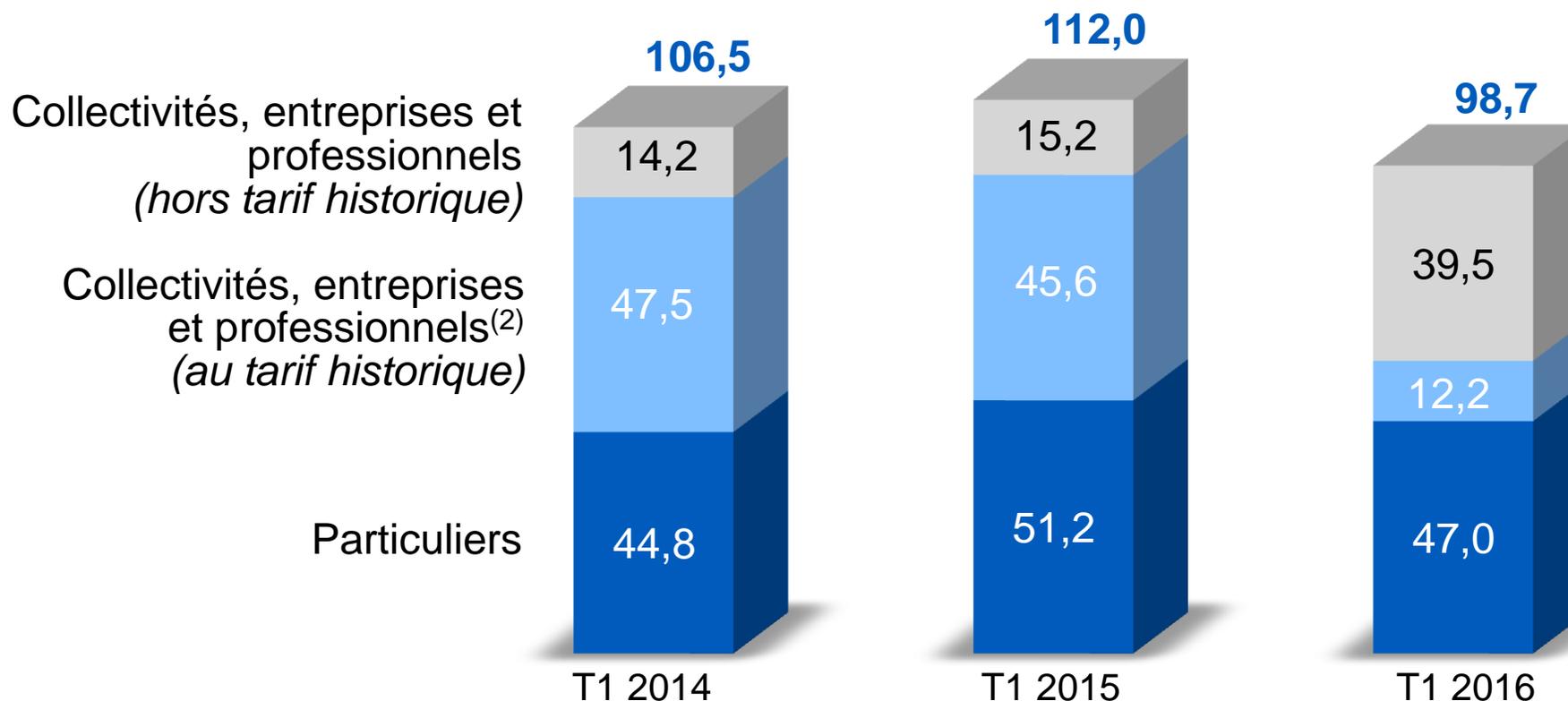
PREMIER TRIMESTRE

Annexes
France

L'activité électricité d'EDF en France

En TWh

Ventes aux clients finals⁽¹⁾

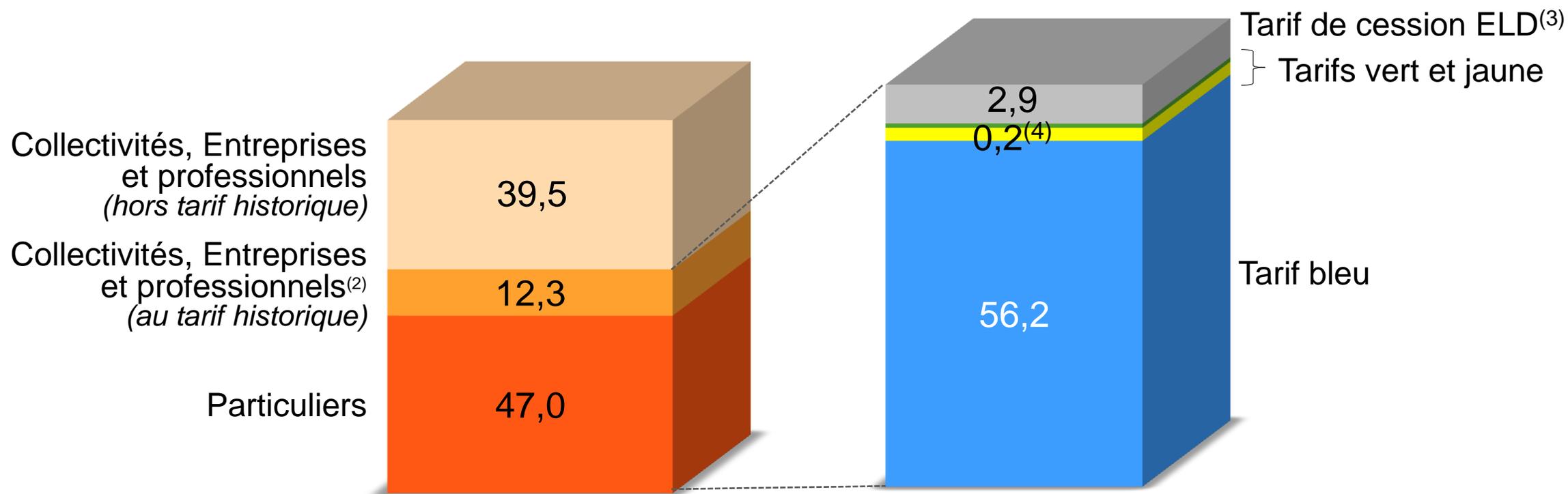


Baisse des volumes sur le marché d'affaires (collectivités, entreprises et professionnels) suite à la fin des tarifs Jaune et Vert pour les clients supérieurs à 36kVA.
Baisse des volumes chez les particuliers, provenant essentiellement du climat

L'activité électricité d'EDF en France – répartition des tarifs historiques par couleur

En TWh

Ventes aux clients finals pour T1 2016⁽¹⁾



(1) Données arrondies au dixième

(2) Y compris auto-consommations EDF

(3) ELD : Entreprises Locales de Distribution

(4) Dont tarif jaune pour 0,2 TWh et tarif vert pour 0,02 TWh

CSPE⁽¹⁾ : consolidation du nouveau mécanisme

- Évolution parue en Loi de finances rectificative 2015 et Loi de finances 2016 ; mise en œuvre du nouveau mécanisme le 1^{er} janvier 2016
- Budgétisation par l'État des charges de service public de l'énergie (électricité et gaz) qui restent calculées par la CRE
 - Les charges sont réparties dans deux comptes : le compte « Transition Energétique » qui est un compte d'affectation spéciale, et le compte « Service Public de l'Energie » du Budget Général
- Publication d'un décret le 18 février 2016 précisant le fonctionnement du mécanisme CSPE :
 - Il missionne la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) pour effectuer les versements aux obligés, et tenir les comptes « Service public de l'Energie » et « Transition Energétique » de l'Etat
 - Il missionne la CRE pour établir le montant réalisé et prévisionnel des charges de service public de l'énergie à compenser aux obligés
 - Il fixe les modalités de compensation des charges aux obligés

TURPE 5⁽¹⁾ transport et distribution : calendrier



- **Négociation du TURPE 5 pour la période 2017 - 2021 dans le cadre de la fin du TURPE 4 :**
 - Les tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité actuels, dits « TURPE 4 HTB » pour le réseau de transport et « TURPE 4 HTA/BT » pour les réseaux de distribution, sont entrés en vigueur respectivement le 1^{er} août 2013 et le 1^{er} janvier 2014 pour une durée d'application d'environ 4 ans
 - L'entrée en vigueur des TURPE 5 pourrait avoir lieu de manière synchronisée à l'été 2017

Prix plancher du CO₂ en France

- Un engagement fort des pouvoirs publics français
 - « *la France [...] s'engagera donc unilatéralement [...] à donner un prix plancher au carbone. Ce prix plancher donnera plus de visibilité à tous les investisseurs et privilégiera, pour le secteur spécifique de l'électricité, l'utilisation du gaz par rapport au charbon. Le gouvernement proposera les modalités de sa mise en œuvre dès cette année.* »
Discours du Président de la République, M. François Hollande, en ouverture de la 4^{ème} conférence environnementale (25 avril 2016)
- Mission sur le prix du CO₂ confiée par Ségolène Royal à Gérard Mestrallet, Pascal Canfin et Alain Grandjean
 - Les propositions contribueront notamment aux travaux sur la révision de la directive du marché du carbone européen. Dans la continuité de la mission Canfin-Grandjean de 2015, la mission examinera notamment la mise en place d'un corridor de prix du carbone ou d'un prix plancher
 - L'un des objectifs fixés dans la lettre de mission est de formuler des propositions pour « *mettre en œuvre un prix plancher pour la production d'électricité à l'échelle européenne, et également dans le cadre de coopérations régionales, voire dans un premier temps au périmètre national, avec l'effet d'entraînement qui en découlerait* »
 - Remise de la version définitive du rapport prévue en juillet 2016

Renouvellement des concessions hydroélectriques

- Périmètre du renouvellement des concessions hydroélectriques annoncé par le Ministère de l'Écologie le 22 avril 2010 : dix concessions d'une puissance cumulée de 5,3 GW, dont 4,3 GW exploités par EDF
- Réflexion engagée par l'Etat sur le dispositif de mise en concurrence, menant aux dispositions de la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte suivantes :
 - Regroupement possible des concessions formant une « chaîne d'aménagements hydrauliquement liés » et détermination pour les concessions regroupées, d'une date commune de fin de concession ; cette date doit garantir au concessionnaire l'équilibre économique apprécié globalement sur l'ensemble des concessions concernées
 - Création des sociétés d'économie mixte (SEM) hydroélectriques, constituées d'un actionnaire opérateur sélectionné par appel d'offre et d'un pôle public (Etat, Collectivités locales, etc) actionnaires chacun à hauteur de 34 % minimum
 - Prolongation possible de certaines concessions en contrepartie de travaux nécessaires à la réalisation d'objectifs de politique énergétique
- Mise en demeure adressée à l'Etat par la Commission européenne (CE) le 22 octobre 2015, au motif que la concentration des concessions au bénéfice d'EDF nuirait à la concurrence sur le marché de la vente de l'électricité. Phase d'échanges contradictoires en cours, à l'issue de laquelle la CE prendra sa décision finale
- Publication d'un décret le 27 avril 2016 :
 - Précision sur les modalités d'application des dispositions légales
 - Modernisation du cadre réglementaire des concessions hydrauliques et actualisation du modèle de cahier des charges applicable aux futures concessions



CHIFFRE D'AFFAIRES ET FAITS MARQUANTS

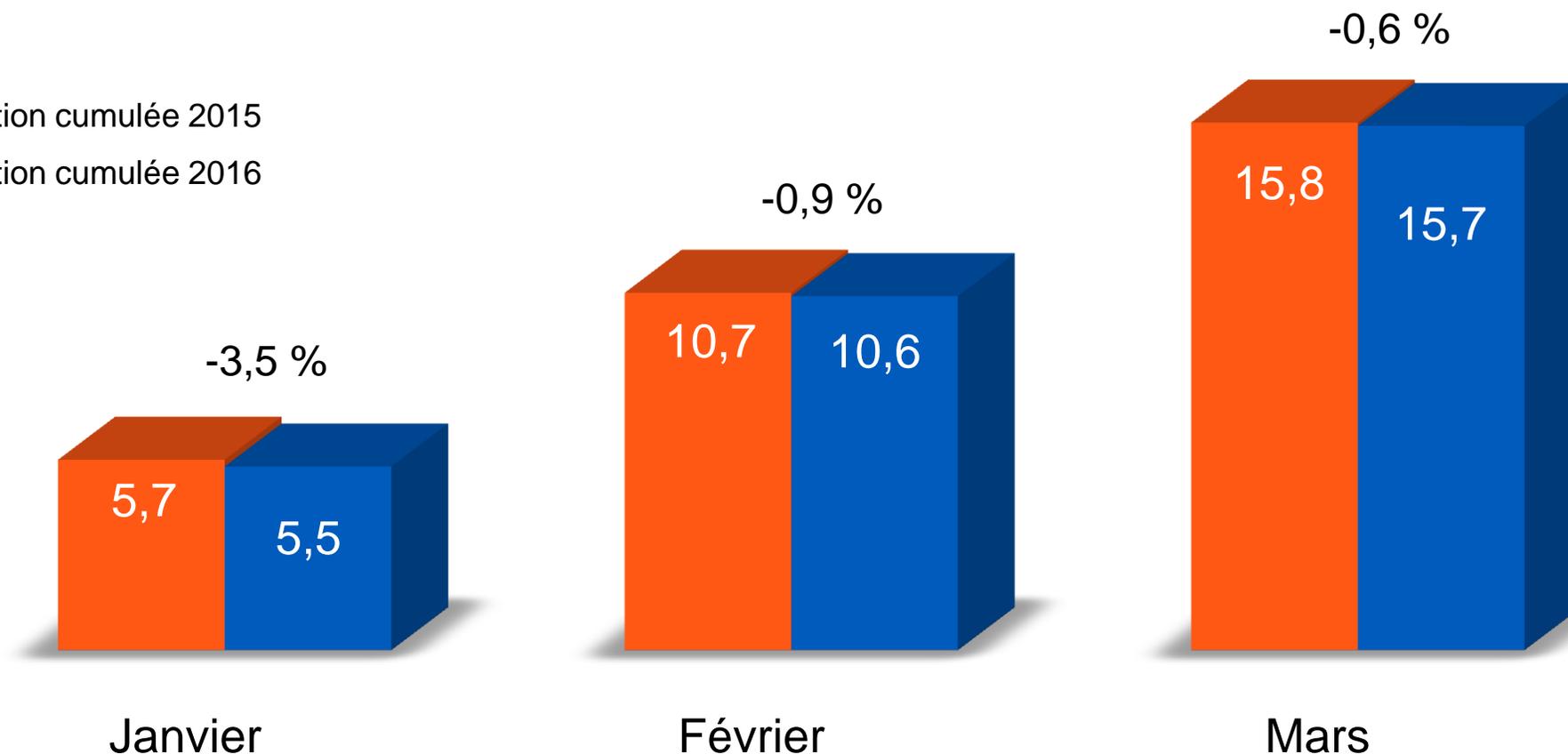
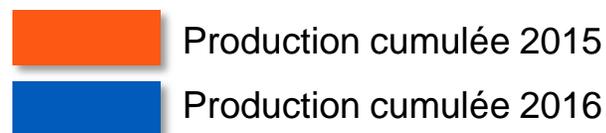
2016

PREMIER TRIMESTRE

Annexes
International

Royaume-Uni : production nucléaire mensuelle vs T1 2015

En TWh



Royaume-Uni : bilan électrique

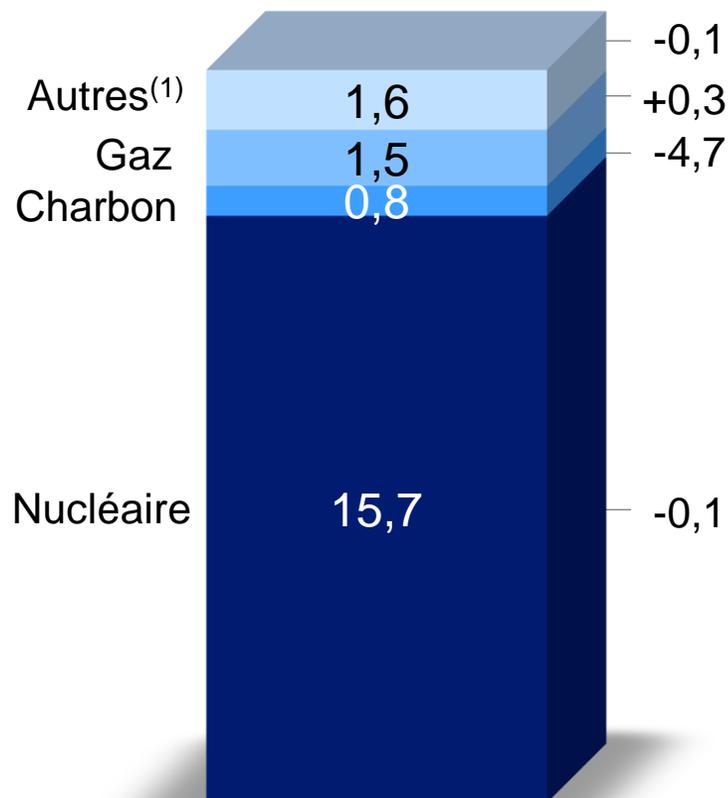
En TWh

Δ T1 2016
vs T1 2015

Production / Achats

19,6

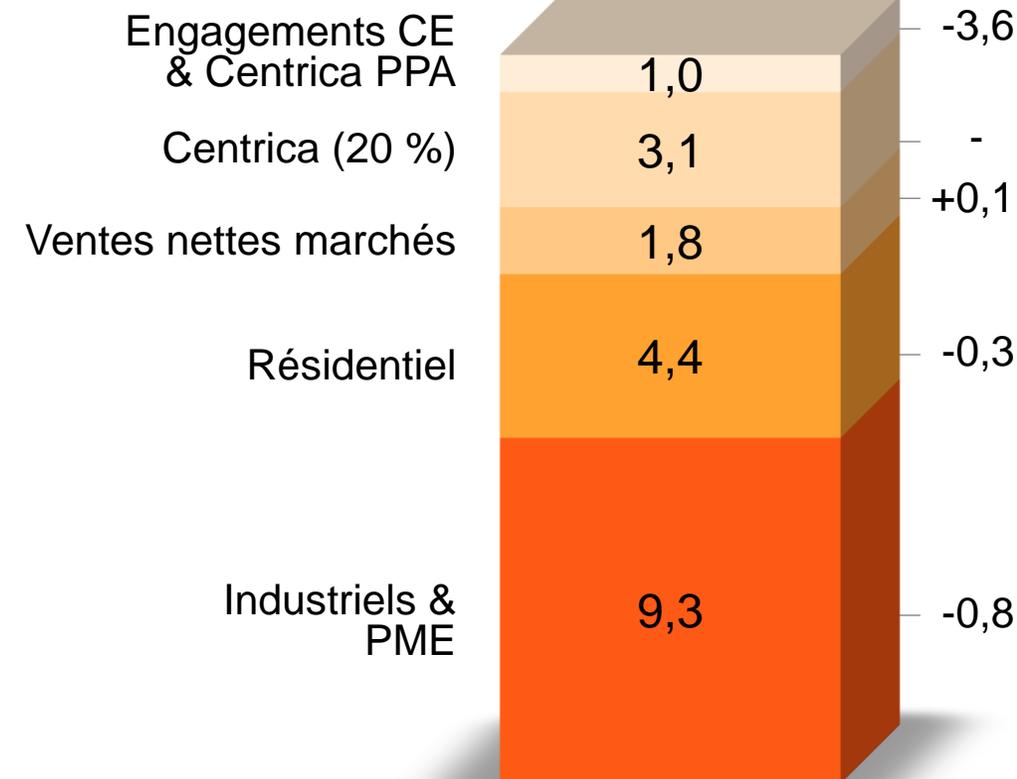
-4,6



Ventes

19,6

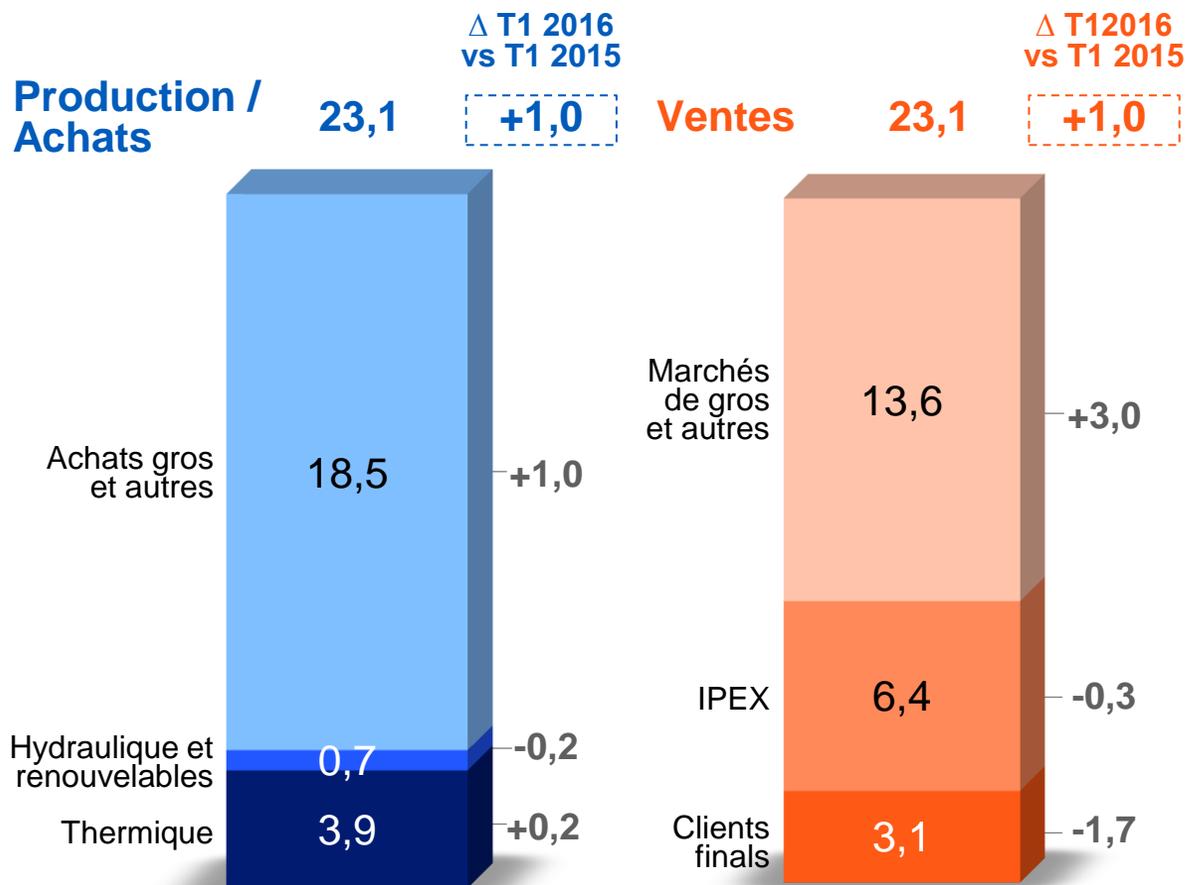
-4,6



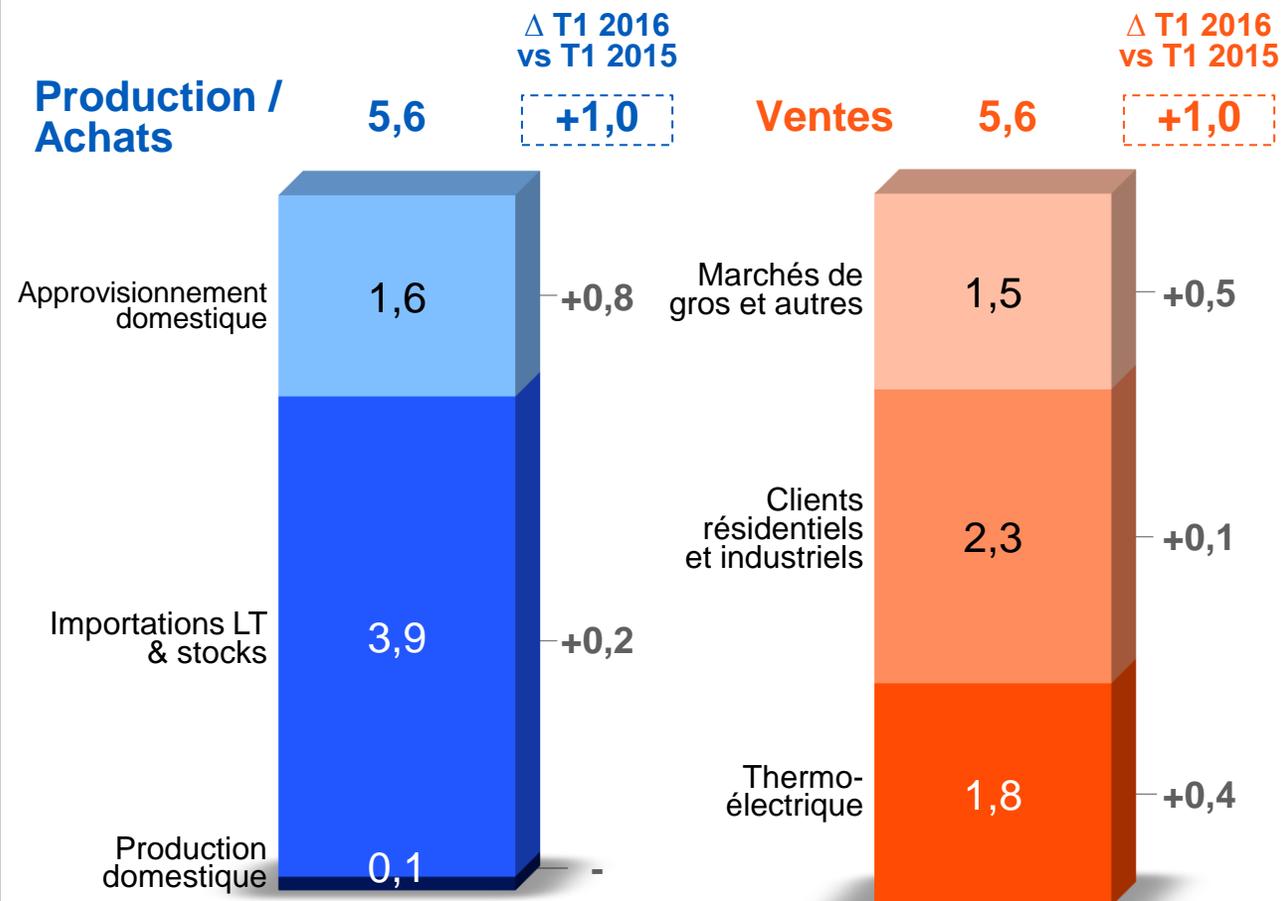
Edison : bilans électrique et gazier

En TWh

Electricité⁽¹⁾

En Mds de m³

Gaz





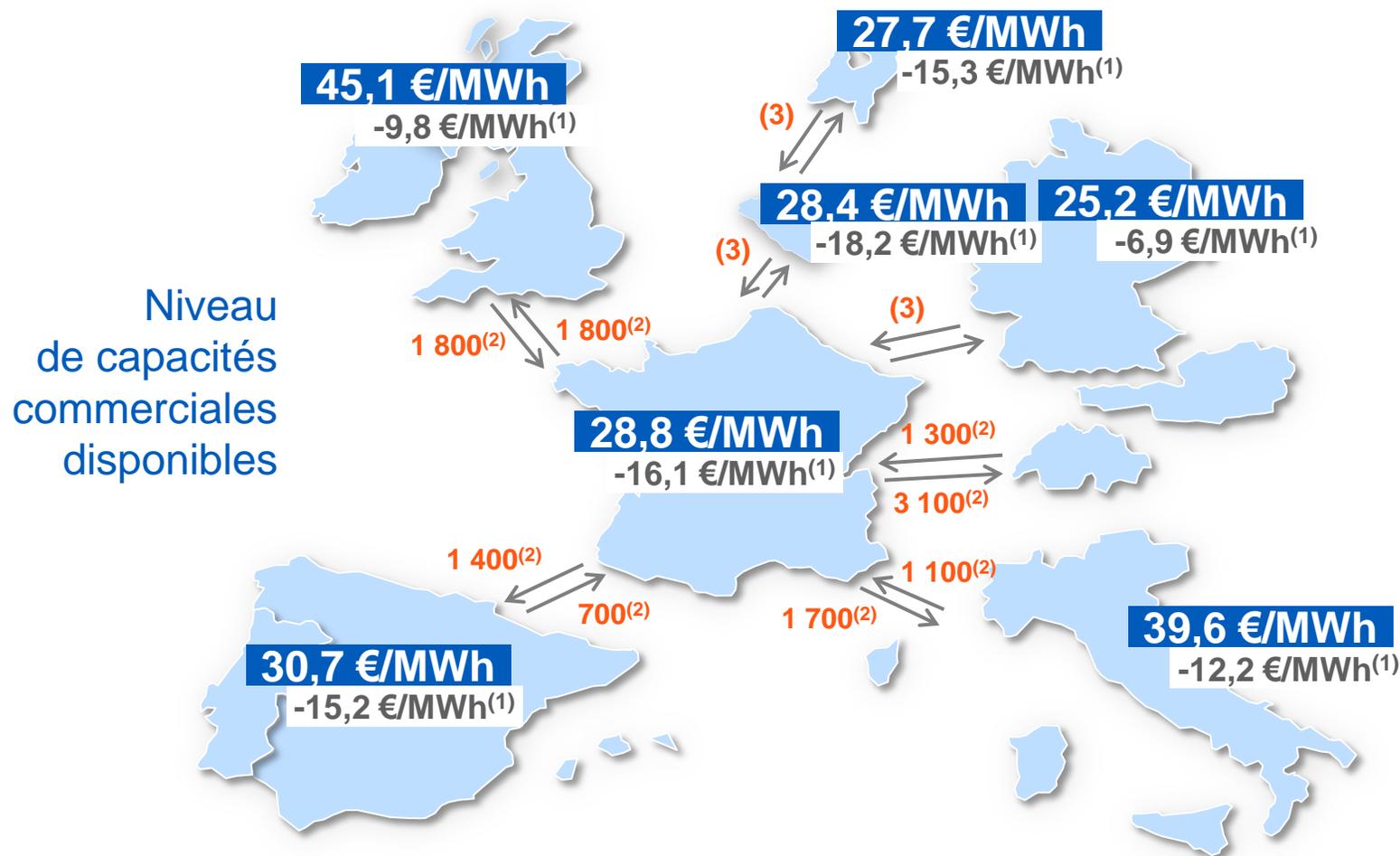
CHIFFRE D'AFFAIRES ET FAITS MARQUANTS

2016

PREMIER TRIMESTRE

Annexes
Marchés

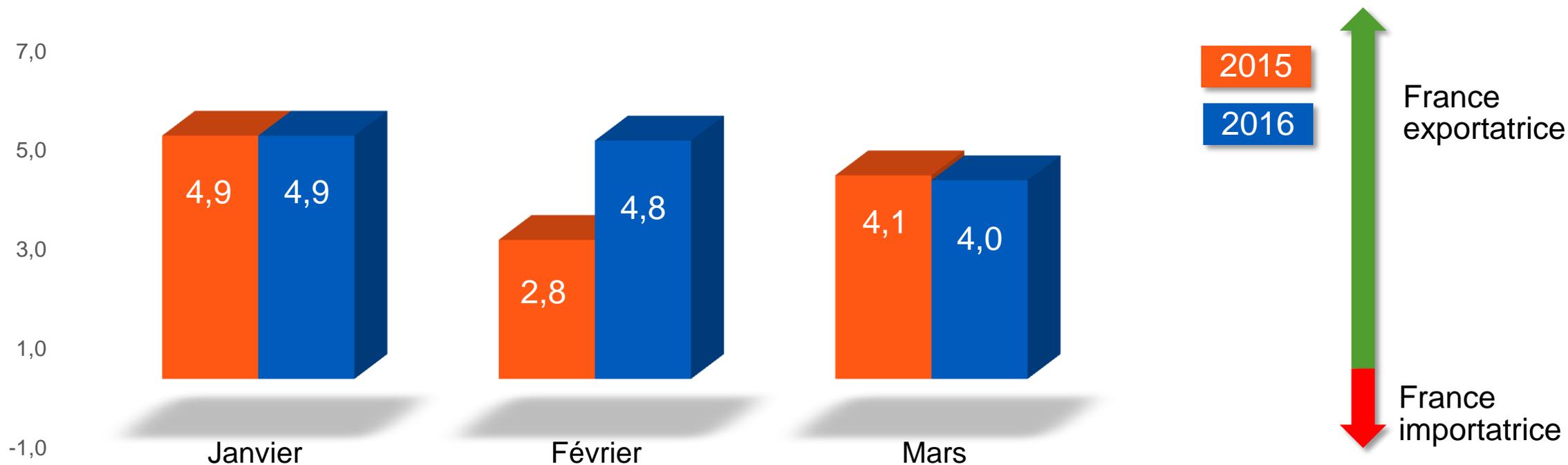
Moyenne des prix de marché spot au T1 2016



- Des zones de marché interconnectées mais distinctes
 - Prix : moyenne des prix de marché spot durant le T1 2016 pour la France et l'Allemagne (Epex), le Royaume Uni (N2EX), l'Espagne (OMEL), les Pays-Bas (APX), la Belgique (Belpex) et l'Italie (GME)

Solde des échanges transfrontaliers d'électricité

En TWh



Solde de la France exportateur de 13,7 TWh au T1 2016, en hausse de 1,9 TWh par rapport au T1 2015. La France a été exportatrice nette au T1 2016 vers toutes les zones limitrophes sauf la zone CWE⁽¹⁾.

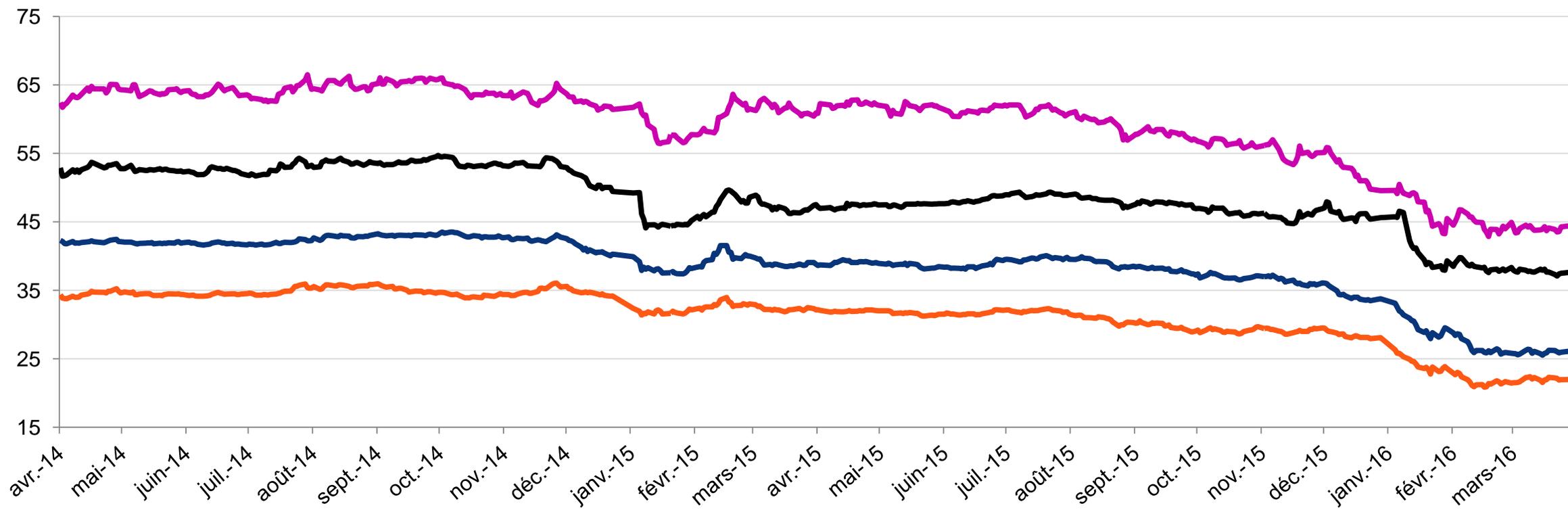
Echanges d'électricité aux frontières françaises

En TWh ⁽¹⁾		T1 2015				T1 2016			
		Janvier	Février	Mars	Total	Janvier	Février	Mars	Total
CWE⁽²⁾	exportations	1,3	0,9	1,7	3,9	0,8	0,8	0,6	2,2
	importations	1,9	1,9	1,9	5,7	1,8	1,8	1,8	5,4
	solde	-0,6	-1,0	-0,3	-1,8	-1,0	-1,0	-1,1	-3,1
Royaume-Uni	exportations	1,2	1,3	1,3	3,8	1,4	1,4	1,5	4,3
	importations	0,2	0,3	0,2	0,6	0,2	-	-	0,3
	solde	1,1	1,0	1,2	3,2	1,1	1,3	1,5	3,9
Espagne	exportations	0,8	0,2	0,4	1,4	1,0	1,0	0,8	2,8
	importations	0,1	0,6	0,4	1,1	0,6	0,6	0,5	1,7
	solde	0,6	-0,4	-	0,3	0,4	0,4	0,3	1,1
Italie	exportations	2,0	1,9	1,8	5,8	2,1	2,1	1,9	6,1
	importations	-	0,1	-	0,2	-	-	-	-
	solde	2,0	1,8	1,8	5,6	2,1	2,1	1,9	6,1
Suisse	exportations	2,4	2,1	2,2	6,6	2,4	2,2	1,9	6,6
	importations	0,6	0,7	0,8	2,2	0,2	0,2	0,4	0,8
	solde	1,8	1,3	1,4	4,5	2,2	2,0	1,5	5,7
TOTAL	exportations	7,8	6,4	7,4	21,5	7,7	7,4	6,8	21,9
	importations	2,8	3,6	3,3	9,7	2,8	2,7	2,8	8,3
	Solde	4,9	2,8	4,1	11,8	4,9	4,8	4,0	13,7

Prix à terme de l'électricité France, R-U, Italie et Allemagne (N+1) du 01/04/2014 au 31/03/2016

En €/MWh

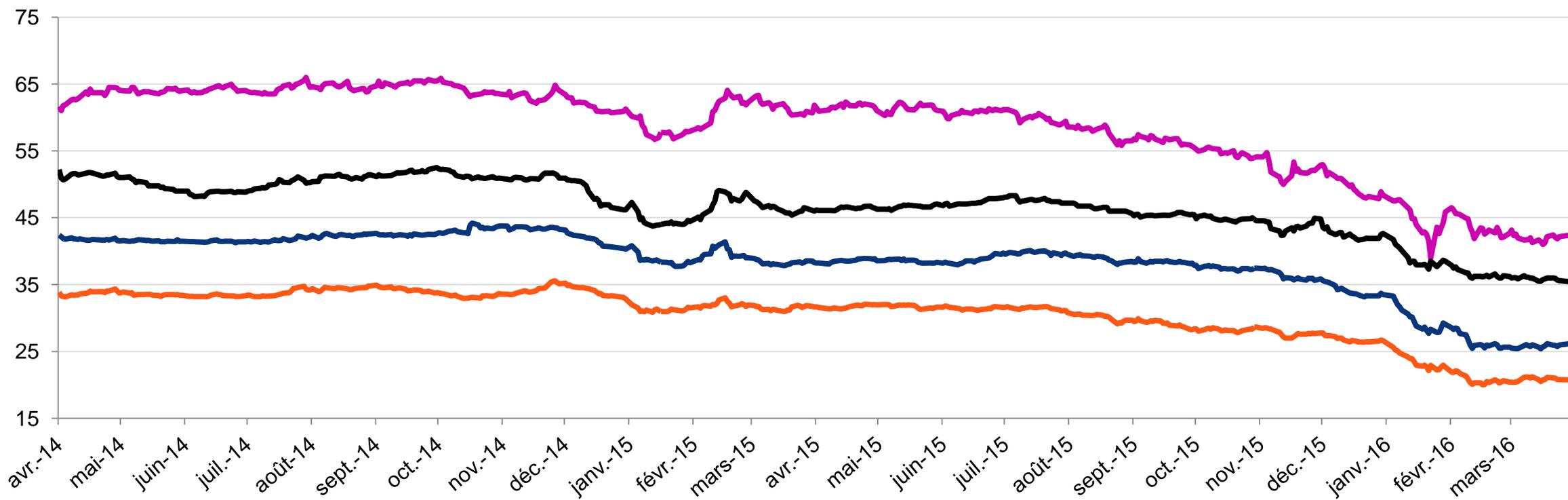
— Electricité – Contrat annuel base France (Powernext) — Electricité – Contrat annuel base R-U (ICE)
— Electricité – Contrat annuel base Allemagne (EEX) — Electricité – Contrat annuel base Italie (IPEX)



Prix à terme de l'électricité France, R-U, Italie et Allemagne (N+2) du 01/04/2014 au 31/03/2016

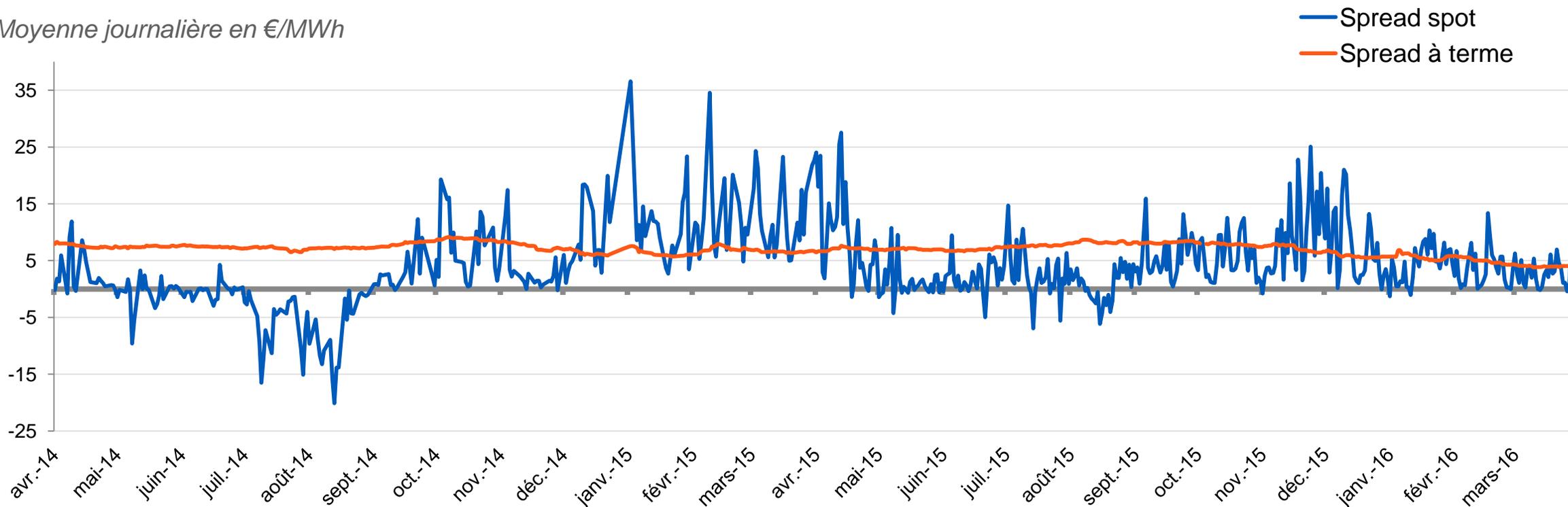
En €/MWh

— Electricité – Contrat annuel base France (Powernext) — Electricité – Contrat annuel base R-U (ICE)
— Electricité – Contrat annuel base Allemagne (EEX) — Electricité – Contrat annuel base Italie (IPEX)



Spread base France / Allemagne journalier du 01/04/2014 au 31/03/2016

Moyenne journalière en €/MWh



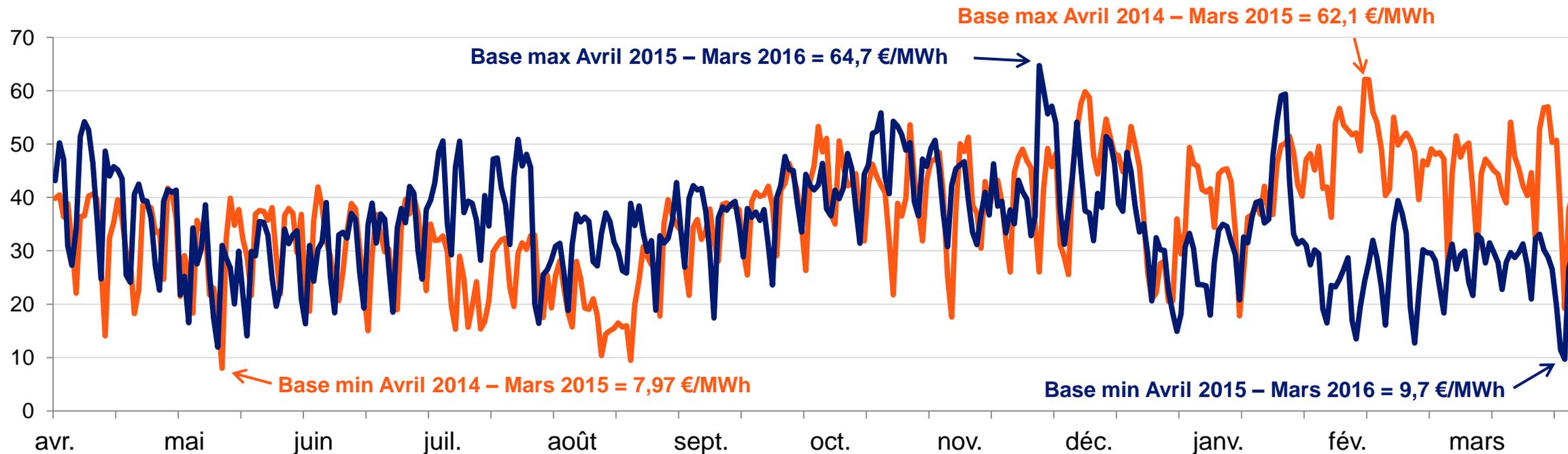
Sur le T1 2016, les prix spot horaires en France ont été strictement supérieurs à ceux en Allemagne 58 % du temps (contre 86 % sur le T1 2015), essentiellement sous l'effet de températures plus hautes et d'une hydraulité au T1 2016 supérieure en France vs T1 2015, et d'une production éolienne au T1 2016 en hausse en Allemagne vs T1 2015.

France : prix de marché spot en base de l'électricité

— Avril 2014 - Mars 2015

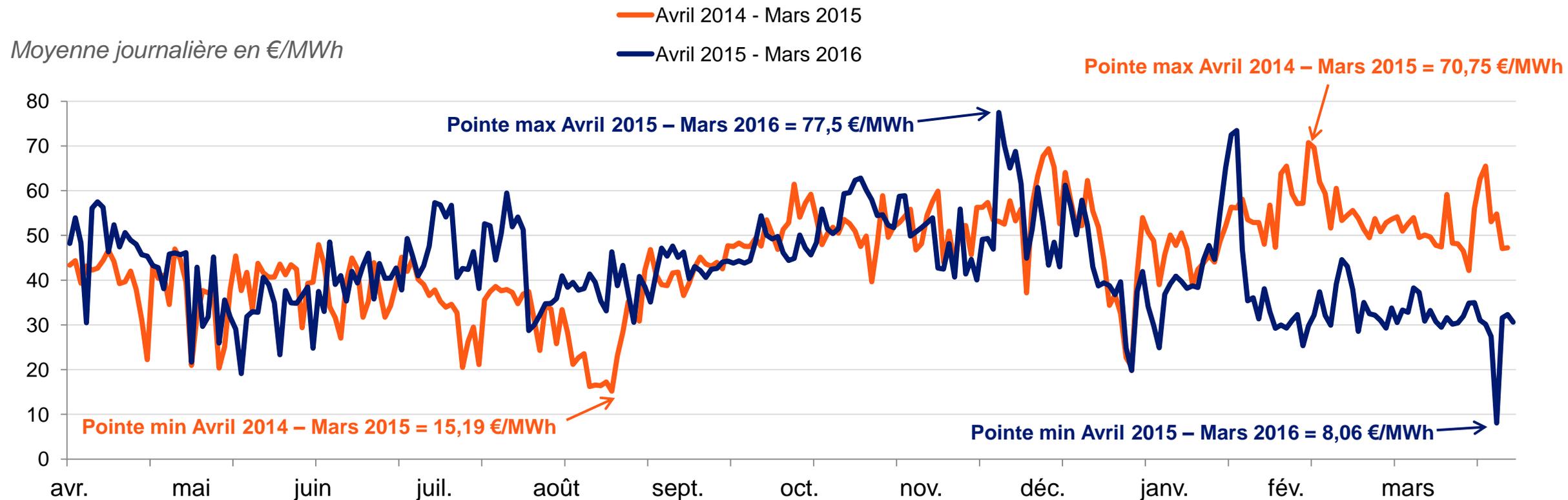
— Avril 2015 - Mars 2016

Moyenne journalière en €/MWh



A 28,8 €/MWh, le prix spot moyen en base sur le T1 2016 est en baisse de 16,1 €/ MWh par rapport au T1 2015, en raison du fort recul des prix du gaz et du charbon impactant les barèmes des centrales à la baisse, de températures plus douces qu'au T1 2015 de 0,8°C et d'une hydraulité en hausse.

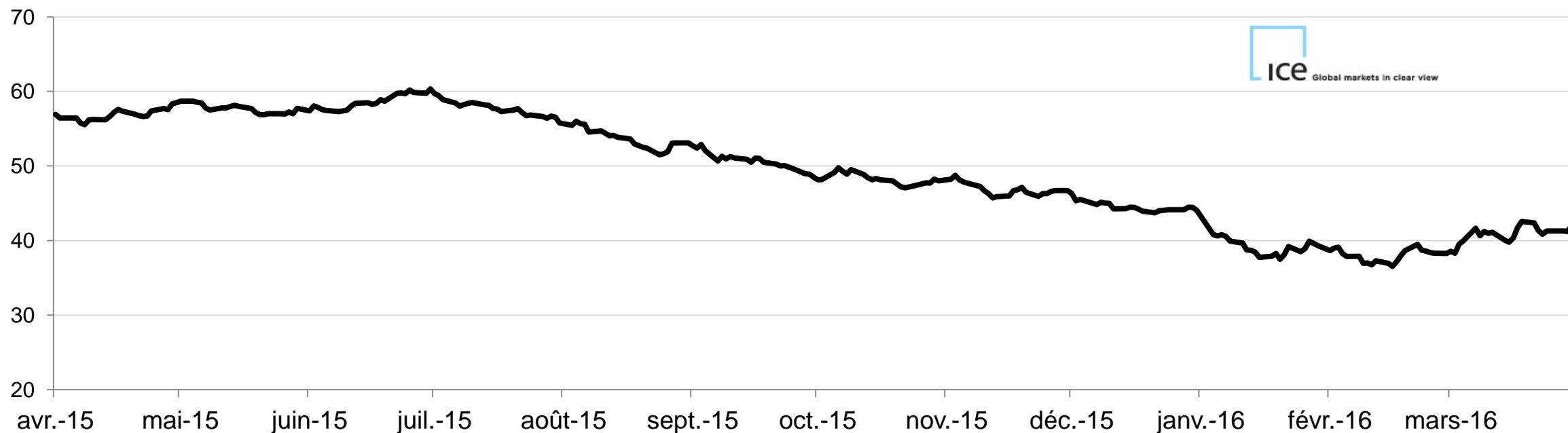
France : prix de marché spot en pointe de l'électricité



Le prix spot moyen s'est établi à 35,8 €/MWh en pointe sur le T1 2016, en baisse de 16,8 €/MWh par rapport au T1 2015. Baisse qui s'explique principalement par le fort recul des prix du gaz et du charbon, ainsi que par des températures plus douces qu'au T1 2015 conduisant à une sollicitation moindre des moyens thermiques.

Prix du charbon (N+1) du 01/04/2015 au 31/03/2016

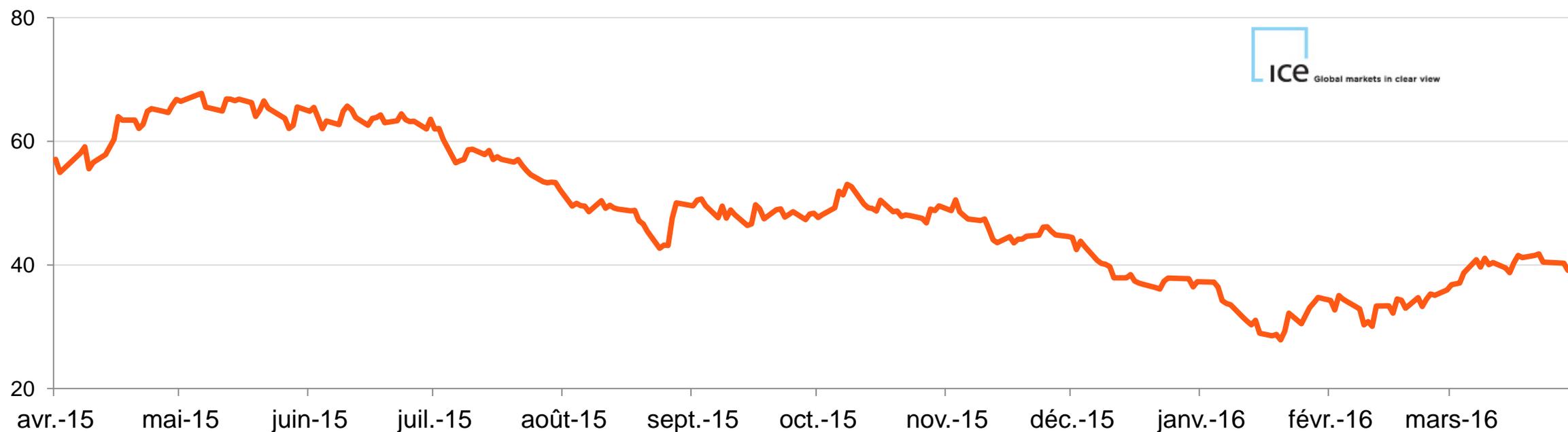
En \$/T



Le prix à terme du charbon livré en Europe s'établit en moyenne à 39,4 \$/t au T1 2016, en baisse de 35 % par rapport au T1 2015. L'équilibre offre/demande est très détendu. La baisse des prix du pétrole a entraîné une baisse des coûts de production. La chute des prix entraîne des restructurations voire des fermetures de certains groupes miniers majeurs.

Prix du Brent⁽¹⁾ du 01/04/2015 au 31/03/2016

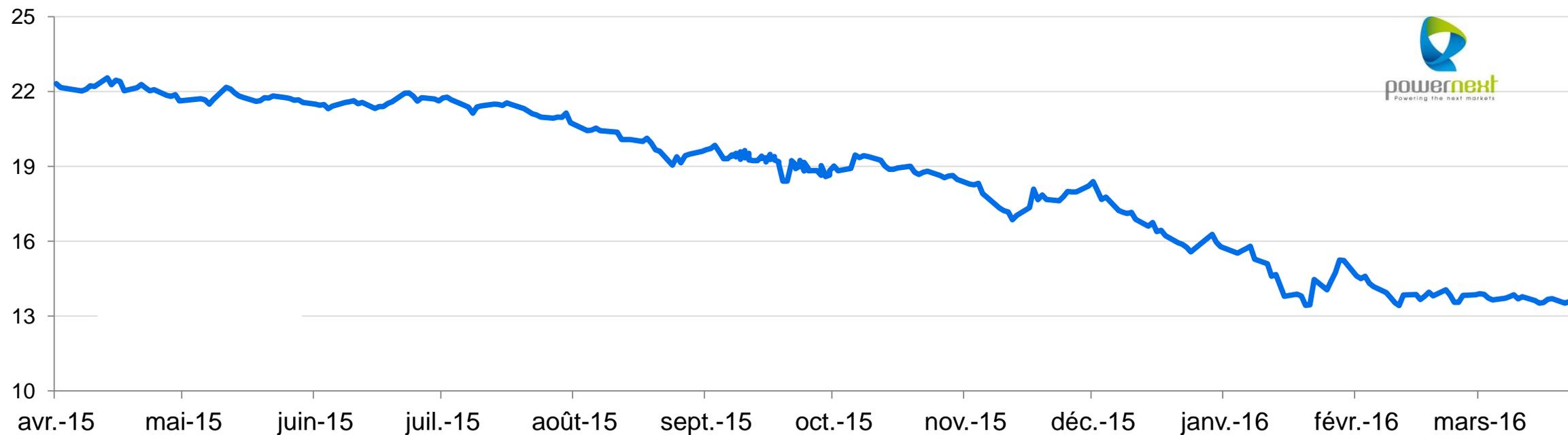
En \$/bbl



Le cours du Brent s'est établi en moyenne à 35,2 \$/bbl sur T1 2016, 36 % en dessous de son niveau moyen du T1 2015. L'abondance de l'offre couplée à des perspectives économiques moroses ne permettant pas d'anticiper une reprise de la demande, ont entraîné une pression baissière sur les prix. Le 20 janvier 2016, le prix du Brent a atteint son plus bas niveau depuis 12 ans à 27,9 \$/bbl. Le prix du Brent a finalement terminé le trimestre à 39,6 \$/bbl.

Prix du gaz⁽¹⁾ (N+1) du 01/04/2015 au 31/03/2016

En €/MWh



Le prix du contrat annuel de gaz naturel en France pour une livraison annuelle à partir d'octobre 2016 a fini le T1 2016 à 13,4 €/MWh, soit son plus bas niveau depuis septembre 2009, alors que le contrat pour livraison à partir d'octobre 2015 avait fini à 22,1 €/MWh le T1 2015. Les prix ont fortement diminué en raison d'une plus grande disponibilité du GNL en Europe et de la baisse des prix du pétrole sur lesquels certains contrats sont indexés.

Prix du CO₂ (N+1) du 01/04/2015 au 31/03/2016

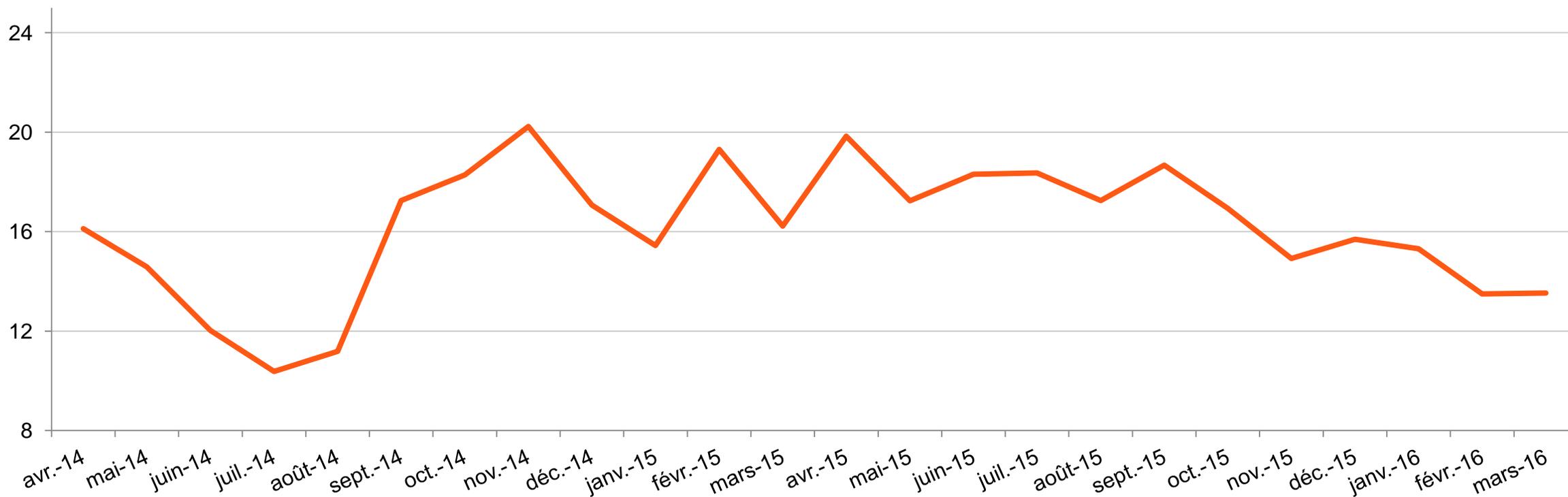
En €/t



Le prix des droits d'émission de CO₂ pour livraison en décembre 2017 a diminué de 1,8 €/t pour s'établir à 5,3 €/t par rapport à fin T1 2015. Cette diminution s'explique par la baisse de demandes de quotas en raison de perspectives industrielles maussades en Europe, du fonctionnement prévisionnel des centrales à charbon revu à la baisse suite à l'inversion du merit order des moyens de production charbon et gaz. La date de mise en œuvre du MSR (Market Stability Reserve) est prévue entre 2019 et 2021.

Clean dark spread⁽¹⁾ au Royaume-Uni (*day ahead*)

En £/MWh

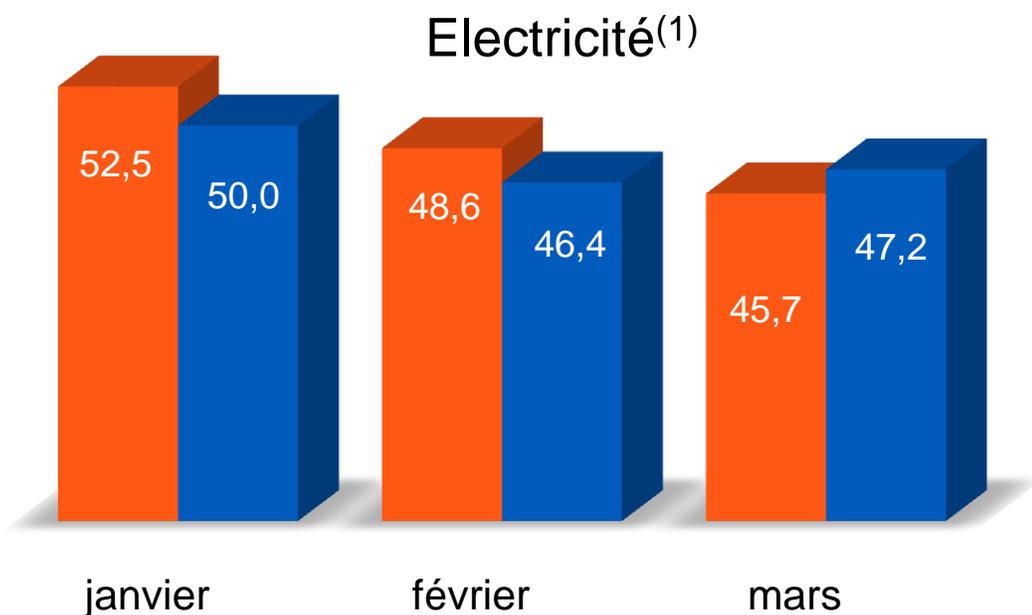


$$\text{Market spread} = \begin{cases} + \text{Prix de l'électricité} \\ - \text{Prix API 2 x estimation marché de la quantité de charbon / MWh d'électricité} \\ - (\text{Prix EUA} + \text{Prix taxe gouvernementale}) \times \text{estimation marché des émissions CO}_2 \text{ / MWh d'électricité} \end{cases}$$

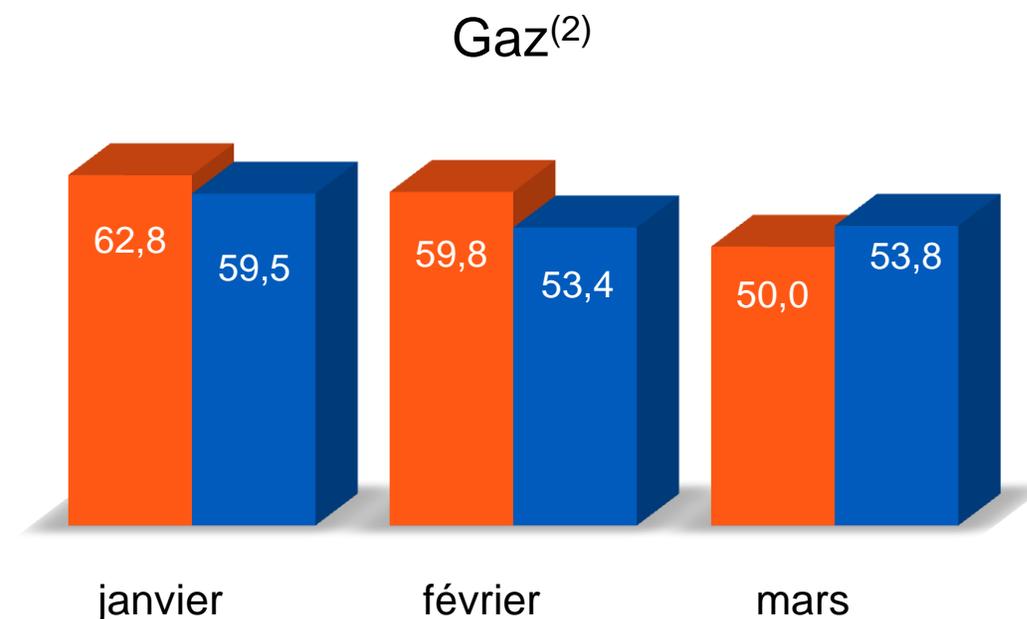
France : consommation électrique et gaz

En TWh

■ 2015 ■ 2016



Consommation électrique en baisse (-2,1 % vs T1 2015) en raison de températures plus douces au T1 2016



Baisse de la demande en gaz (-3,4 % vs T1 2015) principalement due aux températures plus douces du début d'année

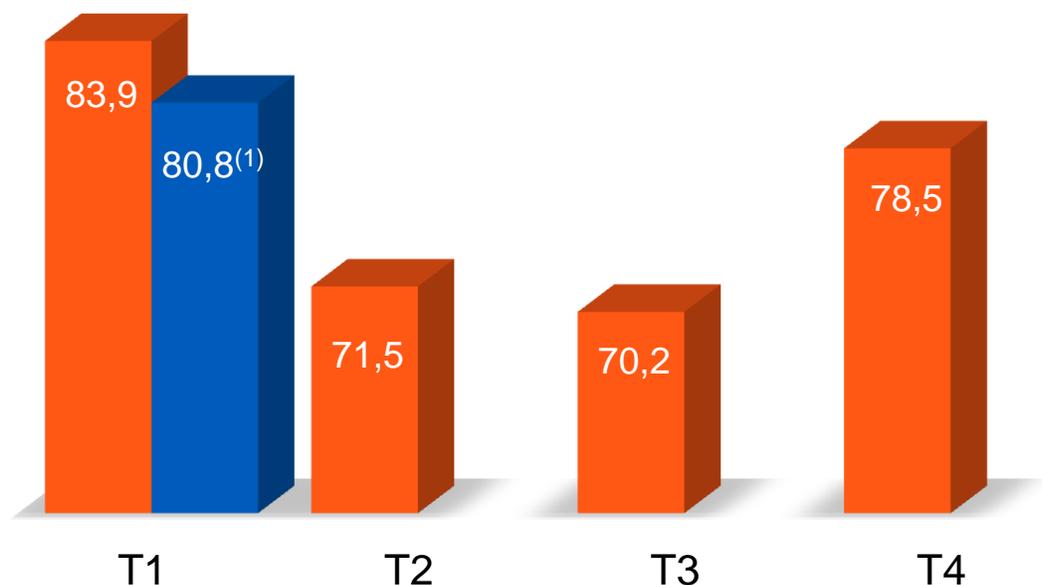
Royaume-Uni : consommation électrique et gaz

En TWh

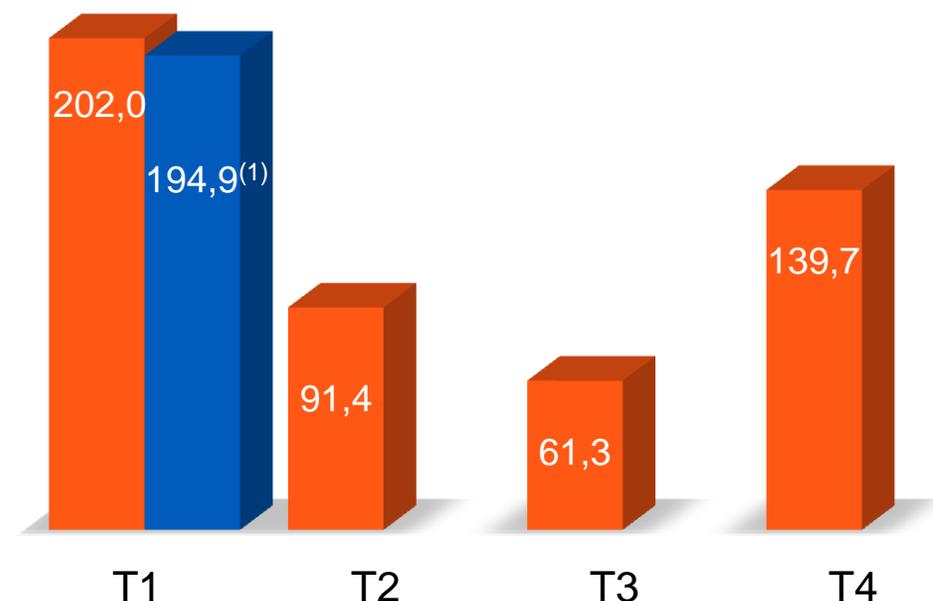
Electricité

2015

2016



Gaz

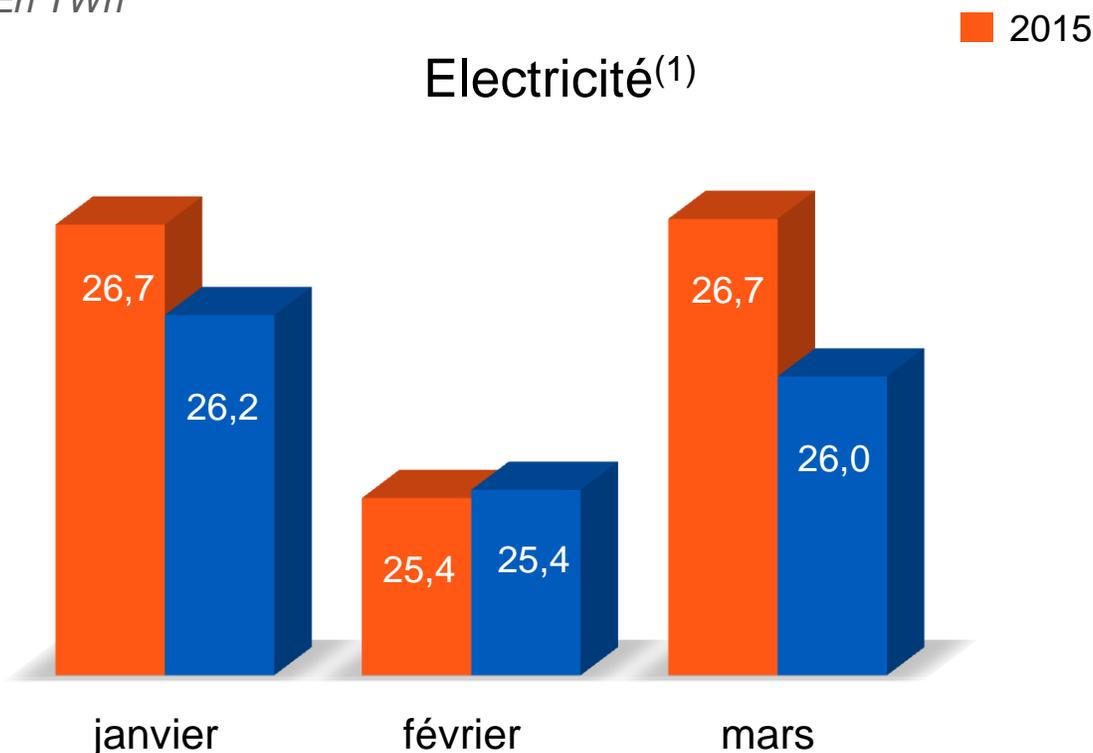


Consommation électrique en baisse (-3,1 TWh, i.e -3,7 % vs 2015), principalement liée à l'amélioration de l'efficacité énergétique et à la hausse de l'énergie installée locale

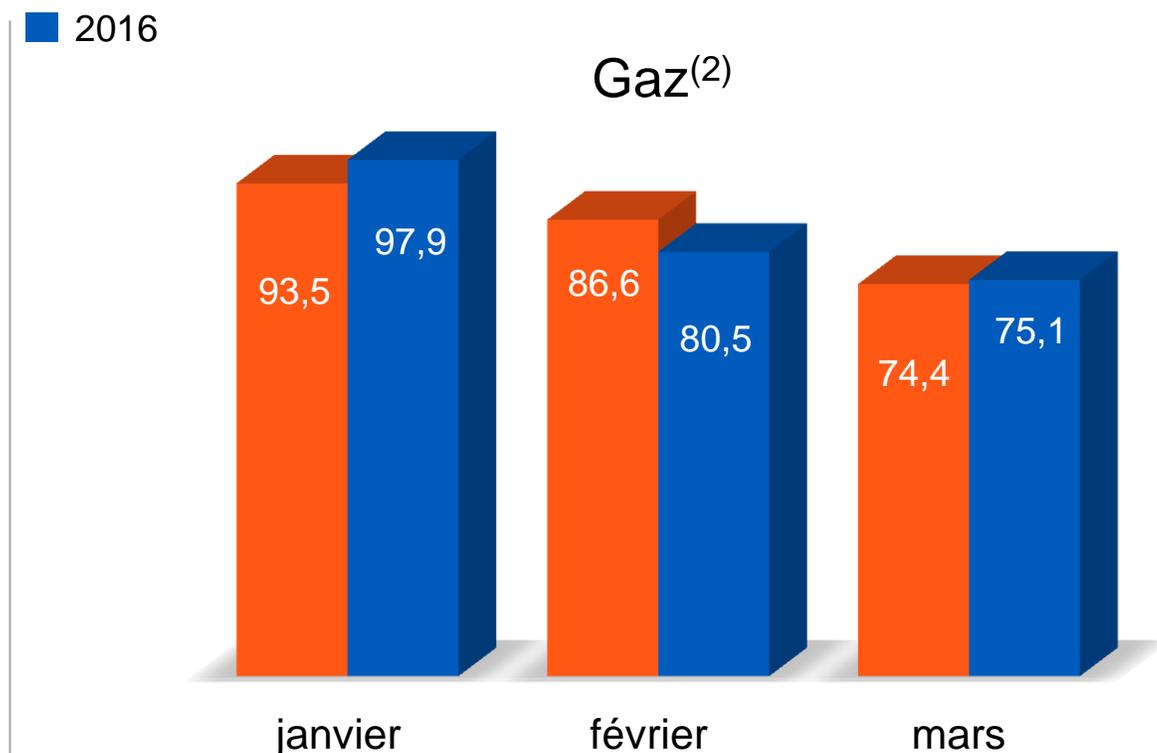
Consommation de gaz en baisse (-7,2 TWh, i.e. -3,5 % vs 2015) en raison de températures plus douces et de l'amélioration de l'efficacité énergétique

Italie : consommation électrique et gaz

En TWh



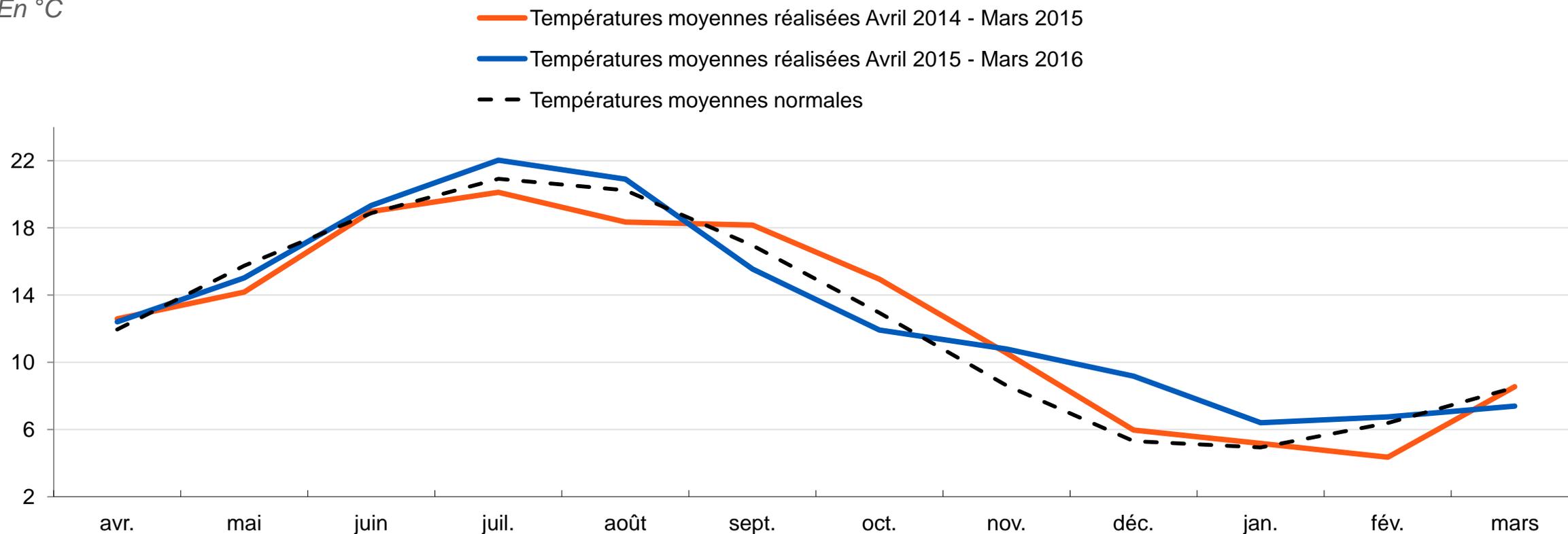
Consommation électrique en baisse de 1,5 % vs T1 2015 (-2,3 % hors effet du calendrier). Hausse de la production thermique qui a partiellement compensée la baisse de la production hydraulique



Demande en gaz légèrement plus faible qu'au T1 2015 (-0,4 %). Hausse des ventes de gaz aux centrales thermiques qui a largement compensé la baisse de la consommation du marché résidentiel, du fait des températures douces, notamment en février

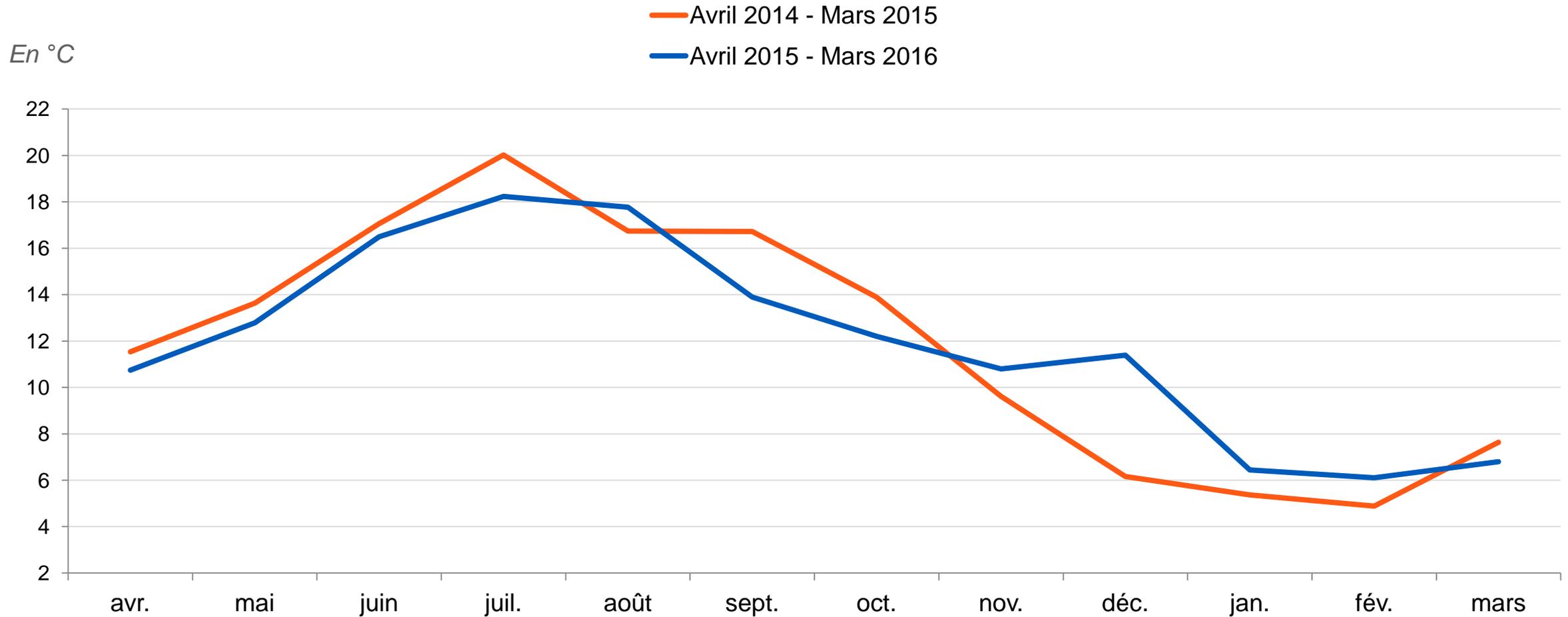
Températures mensuelles moyennes⁽¹⁾ en France

En °C



Un début d'année avec des températures moyennes situées 0,3°C au-dessus des normales, en hausse de 0,8°C par rapport au T1 2015

Températures mensuelles moyennes à Londres⁽¹⁾





CHIFFRE D'AFFAIRES ET FAITS MARQUANTS

2016

PREMIER TRIMESTRE

Annexes